

Forum

comme une orange

n.5

Supplément UNEF Inform CP1142DE73

Le bulletin des tables rondes

Edito

Par Alan Pirottina

Depuis trois mois, le débat est lancé pour savoir quel mouvement étudiant fera le quotidien du 21^{ème} siècle dans les facs. Les idées fusent, les propositions volent, tant mieux : c'est le débat.

Mais j'aimerais revenir sur quelques aspects qui pourront je l'espère alimenter le débat. En premier lieu, je voudrais revenir sur ce qui fait ou ne fait pas l'engagement des jeunes dans les organisations étudiantes. Aujourd'hui, les syndicats comme l'ensemble du mouvement étudiant ne sont pas attractifs, nous l'avons assez répété ici. Nous sommes en échec sur le nombre d'étudiants organisés mais aussi sur certaines réponses que nous devons apporter aux nouvelles questions qui se posent aux étudiants. On peut rapidement analyser que trois questions nous restent à résoudre, l'échec scolaire, le contenu et les moyens donnés au service public d'enseignement supérieur et enfin la question cruciale de la précarité étudiante. Ces trois compartiments sont bien entendu mitoyens et non étanches.

Tous ensemble

Il nous appartient à tous de trouver des réponses modernes et novatrices tant par leur élaboration que par leur pertinence. La France a su se doter des moyens nécessaires pour faire arriver 60% d'une classe d'âge au BAC. A nous de faire en sorte qu'elle mette les conditions

nécessaires pour que tous les bacheliers inscrits dans le supérieur valident un enseignement de qualité et d'avenir permettant de s'insérer dans le monde du travail sans devoir pour autant brader ses connaissances ou les diplômes acquis.

Etre inventif

Partant, je pense que nous devons nous doter des moyens de lutte appropriés pour gagner des choses dans ces trois domaines. Mais nous le savons tous, on ne peut faire abstraction de ce qu'est l'état d'esprit de la jeunesse. Par exemple, si l'on analyse les mouvements étudiants de 1986 à 1995 on peut voir des points communs mais aussi une nette évolution que je jugerai positive. En effet, nous sommes passés de la révolte contre le projet du réactionnaire Devaquet qui était accompagné du rejet total des organisations étudiantes à nov.-déc. 1995 où la donne était différente puisque le mouvement est parti sur la positive avec l'idée : «il faut que l'on améliore notre situation et pour cela il faut que collectivement on décide d'actions». Et là les organisations étudiantes étaient utiles et efficaces pour faire avancer les choses. Cependant, l'engagement étudiant ne s'arrête pas là. Aujourd'hui la plupart des étudiants sont organisés que ce soit pour le sport, l'humanitaire, la solidarité... et leur principal souci est toujours de maîtriser de bout en bout ce qu'ils font et se sentir utile pour eux et pour la société.

A la fac, cet état d'esprit se retrouve aussi : quand des étudiants se retrouvent confrontés à un problème, l'action collective même en dehors de toute organisation syndicale ou association

préexistante, est souvent choisie par les étudiants eux-mêmes.

Loin d'eux donc l'idée de délégation de leur citoyenneté, de leur pouvoir. Quand ça les concerne, ils agissent. Pourtant, cette analyse pourrait être fautive, car aux élections, choses éminemment importantes, majoritairement ils décident de ne pas voter. Donc, soit on se dit que les élections sont inutiles soit on regarde pourquoi les étudiants ne s'y retrouvent pas. Je crois que l'on peut y voir deux problèmes : le rôle joué par l'administration ; en fait les étudiants ont l'impression que toutes les questions de gestions et que les vraies décisions sont à l'Assemblée Nationale. Et là, ils votent. Le deuxième problème est le rôle des organisations qui cherchent les suffrages. Les étudiants perçoivent différents types d'organisations : celle qui vient de Paris, qui sort des étudiants d'on ne sait où et qui parfois gagne, celle qui apparaît clandestine et marginale, ou même une bande de potes qui organisent des soirées.

Parler sur la citoyenneté

L'effet en est surmaturel, en fait chacun considère que les candidats se présentent pour se faire plaisir ; quels qu'ils soient, le lendemain des élections, il faudra quand même avoir son exam'. De plus, il ne faut pas oublier que bien souvent les syndicalistes apparaissent comme les stakhanov du militantisme, qui ont des réponses à tous et des clivages plus partisans qu'autre chose. En fait, les étudiants ont une journée, bien souvent, pour être convaincu et ils votent pour l'organisation la plus présente et la plus utile à leurs yeux. Mais en général ce vote ne représente aucune adhésion réelle à une méthode, un programme. On se dit qu'on ne peut pas peser sur le cours des choses ; aller voter, c'est inutile. D'où le besoin urgent et vital de montrer que les élus sont utiles, que l'intervention citoyenne a du bon et qu'on peut faire boussuler les choses.

Autre idée : comment construire un rapport de forces afin de gagner que chacun puisse suivre ses études dans les meilleures conditions possibles. En fait, être étudiant à 100 %, condition importante pour l'obtention du diplôme condition sine qua non à l'insertion professionnelle.

A nous d'inventer des formes d'intervention permettant à tous de se dire que sa situation peut évoluer et que ce n'est pas électoraliste. Au dernier festival de l'UNEF, le président d'une association d'étudiants étranger disait pour les deux Unef : votre principal souci est d'avoir nos voix. Attention au clientélisme : c'est la première étape vers le populisme.

Ni basisme, ni dirigisme

A nous de construire, sans basisme ni dirigisme, l'organisation étudiante de demain. Regardons tout ce qui bouge dans la société et servons-nous en pour que dès septembre, on construise, tous ensemble, le projet du XXI^{ème} siècle : je propose que nous organisions l'élaboration d'une charte des droits étudiants. Faisons en sorte que chaque étudiant en soit le coauteur et que cela aboutisse à une charte finalisée en décembre aux Assises du Mouvement Etudiant.

Ainsi, chacun se sentira utile, et nous pourrons mieux construire une organisation capable de porter ce projet. Les étudiants doivent toujours avoir le dernier mot. «Ne nous laissons pas avoir par le vertige du succès». Il nous appartient de bien comprendre l'état d'esprit des étudiants pour gagner et être plus fort tous ensemble dans l'ensemble des combats du XXI^{ème} siècle. Souvenons-nous que nous ne sommes ni les propriétaires ni les censeurs du mouvement étudiant.

L'unité du mouvement étudiant :

Le choix du « tous ensemble »

Par Joël Pascal

membre du secteur tables rondes de l'Unef.

Le processus enclenché par l'Union Nationale des Etudiants de France dit « des tables rondes du Mouvement Etudiants » a soulevé un certain nombre de questions et d'interrogations, de la part des observateurs extérieurs du monde étudiant, des étudiants eux-mêmes et même parmi les premiers intéressés, les adhérents des organisations actuelles.

Principale source d'angoisse pour certains syndiqués : vers quoi va-t-on ? vers quelle organisation se dirige-t-on ? Je me permettrai de répondre ici à cette question en posant quatre hypothèses. Même s'il ne s'agit pas de masquer l'essentiel, c'est-à-dire le but poursuivi : faire que chaque étudiant puisse avoir prise sur ses conditions de vie et d'étude.

1er scénario

Rien ne se passe : l'Unef reste l'Unef, l'Unef-Id reste l'Unef-Id, Sud reste Sud et la Fage reste la Fage. Les acteurs du mouvement étudiant (qu'il ne s'agit pas de réduire à ces quatre entités, bien sûr) auront refusé de prendre leur part de l'effort nécessaire à la démocratisation de l'enseignement supérieur. Rien de dramatique dans cette situation : on continue comme avant. Si d'autres se mettent à réfléchir et à avancer sur l'unité sans nous, on aura simplement loupé une marche de plus. La paresse habituelle et la bêtise ordinaire nous aurons conduit à privilégier le débat de spécialistes à la démocratie de terrain.

Deuxième scénario

L'Unef disparaît : cette hypothèse est parfaitement envisageable. L'objectif de la direction de l'Unef-Id, avouée en interne (« on leur offre 5 postes au Bureau National ») est d'absorber l'Unef ; elle tente par tous les moyens (médiatiques ; intoxication des militants par la direction) de réduire le dialogue et les tables rondes à un face à face Unef/Unef-Id au mépris des étudiants eux-mêmes. Il faut ajouter deux paramètres : l'attitude de l'opposition interne de l'Unef qui peut faire le jeu de l'Unef-Id : « puisque la réunification est déjà décidée, nous décidons de partir » - combien instrumentalisent d'ailleurs la question de la réunification à leur profit personnel en jouant sur les peurs de quelques adhérents ? - La décision de quitter l'Unef, déstabiliserait le reste de

l'organisation, alors tentée de rejoindre l'Unef-Id ; inversement, des éléments qui rejoindraient l'Unef-Id (au mépris d'une démarche collective) déstabiliseraient alors de manière symétrique l'organisation. J'estime également qu'il faudrait peut-être cesser de dénigrer systématiquement le bureau national : même si tout n'est pas parfait, eux aussi sont étudiants et puis le bureau national a besoin de l'aide de tous les adhérents pour fonctionner... Il ne s'agit pas d'une secte ! [1] Qu'on ne s'étonne pas non plus si l'instinctive méfiance des adhérents de l'Unef envers leur direction se transforme en départ de celle-ci pour l'Unef-Id...

Troisième scénario

L'Unef-Id disparaît : ce n'est pas une hypothèse d'école. L'organisation va très bien - en apparence. Trois menaces pèsent sur elle : les casseroles de ses dirigeants (la MNEF...), le fonctionnement anti-démocratique - à la limite du sectarisme - de la structure et enfin... les tables rondes elle-même. Si l'Unef-Id surnage encore au milieu des autres organisations, et revendique à bon droit, clairement et fièrement l'étiquette de « plus gros groupuscule syndical étudiant », c'est parce qu'elle a de l'argent, beaucoup d'argent, (de la Mnef et d'ailleurs) et qu'un fonctionnement très hiérarchisé a des avantages en terme d'efficacité, sur le court terme. Par ailleurs, si les adhérents prennent conscience de la réalité des processus de décision et de l'absence de contre-pouvoir réel en interne, l'Unef-Id entrera en crise. Encore faut-il que la direction soit désacralisée [1] - amusant symétrique de la direction de l'Unef tant décriée par ses adhérents - j'attends avec une gourmandise abominablement sectaire les premières mises en examen [2]. D'autant que l'Unef-Id refuse de se regarder dans un miroir et d'examiner ses pratiques syndicales avec les premiers intéressés, c'est-à-dire

les étudiants : 3 % d'étudiants organisés ? « Et alors ? Où est le problème, puisqu'on remporte la quasi-totalité des élections universitaires » (devenues des fins en soi...) ? Or le problème est justement là : les étudiants ignorent massivement ce qui pourrait leur être un outil pour améliorer leurs conditions de vie et d'étude. Pourquoi ? La démarche des tables rondes vise à résoudre cette contradiction en s'en remettant à eux, quoi de plus naturel... Non, les étudiants ne sont pas des veaux ! En dernière analyse, la réaction de la direction nationale de l'Unef-Id au déroulement des tables rondes et au débat sur l'unité du syndicalisme étudiant conditionnera la survie même de cette structure (même si des départs massifs pourraient la déstabiliser). Soit la direction s'enferme dans la paranoïa [3] et c'est la fin de l'Unef-Id ou l'opportunisme refait surface [4] et l'Unef-Id pourra, pour un temps encore, surnager à l'identique.

Quatrième scénario

Une nouvelle organisation est créée. Si elle permet une prise de conscience chez les étudiants de leur rôle de citoyen au sein de l'enseignement supérieur (acteurs, et pas consommateurs...), c'est de loin la meilleure solution. La plus audacieuse ; elle aurait sûrement plu à Danton. Il s'agit donc, c'est le but des tables rondes, d'inventer une nouvelle manière d'être tous ensemble, malgré les conservatismes à droite et à gauche. De créer un collectif étudiant qui saurait réellement dépasser les individualités. Une nouvelle manière d'agir collectivement ! C'est un pari : ambitieux, à l'image de ce que nous voulons pour l'université et pour les étudiants.

Pour résumer

Au delà de ces questions d'organisation qui ne sont que des moyens, le danger qui nous guette tous est d'oublier la fin : la véritable démocratisation de

l'enseignement supérieur qui se joue aussi à travers cette rénovation syndicale étudiante. Peu importe, au fond, quelle est l'hypothèse qui l'emporte au final, et les raisons pour lesquelles celle-ci va l'emporter, et même si la dernière a ma préférence. Peu importe ces détails si les étudiants décident de s'investir et de trouver, tous ensemble, la solution à nos problèmes. Et qu'on ne se leurre pas : cette rénovation ne verra le jour que si les étudiants conscients de l'enjeu agissent, de toute leur volonté, pour remettre les éléments du débat (c'est-à-dire les démarches syndicales étudiantes actuelles ; les enjeux de l'enseignement supérieur aujourd'hui...) dans les mains des étudiants. Encore une fois, qui ne risque rien n'a rien. Pour que les étudiants puissent enfin faire réellement confiance à une organisation syndicale, peut-être suffit-il tout simplement de leur faire confiance...

(1) L'argument le plus faible : en plus, ils sont élus

(2) Ce n'est pas de la diffamation : je refuse simplement de croire qu'ils aient pu être assez bête pour laisser faire sans en profiter eux aussi. Si ?

(3) Pour des cours de paranoïa, s'adresser à l'actuel président de la Mnef, Pouria Amirshahi, dernier Président de l'Unef-ID avant l'actuelle, Carine Seiler élue en octobre dernier : critiquer la Mnef, c'est s'attaquer directement au régime spécifique étudiant de sécurité sociale. Mais oui, mais oui...

(4) On l'a vu à l'œuvre lors des élections à la Mnef, pour justifier la liste commune avec l'Unef : tout d'un coup, ceux-ci étaient de gentils étudiants (et plus des vilains communistes responsables des millions de morts au Cambodge, ce qu'ils ne sont plus depuis longtemps). Véridique !

Radicalité & Fatalisme

Par Noël Dorset

(Un point de vue catastrophique sur les débats internes de l'Unef relatifs à l'unité du mouvement étudiant)

La mondialisation économique est inévitable ; cher monsieur, si l'on ne peut pas vous inscrire, c'est que l'on ne peut pas faire autrement ; l'Europe ? une fatalité, le chômage, on a tout essayé on ne peut rien faire... La réunification entre l'Unef et l'Unef-Id ? c'est déjà fait ! On n'y peut plus rien, l'accord est passé, ça c'est certainement décidé au niveau politique... Trois pour cent d'étudiants s'organisent ? Mais mon vieux, on n'y peut rien, c'est le système. Une réforme ministérielle : par définition, toujours mauvaise. Les délinquants ? Arabes. Les flics ? Racistes. Les jeunes ? Cons. C'est comme ça, ça l'a toujours été, on ne peut rien y faire. Les tables rondes ? Un truc pour nous faire avaler la réunification. L'Unef-Id ? la meilleure organisation du monde, s'ils sont premiers aux élections on y peut rien...

Ce genre de raisonnement m'a toujours fait rire, certainement

parce que je rigole facilement. On a beau rigoler, au bout d'un moment, il faut bien constater que certains y croient et que ce raisonnement est dangereux puisqu'il conduit directement à une désresponsabilisation générale. Alors voilà moi je dis non. Non. Non à ceux qui disent que tout est joué, parce que tout dépend de nous, et que, lors des assises nationales, si ce qui s'y passe ne nous plaît pas, il faudra y être. Y être pour dire non. Il faudra certes des arguments solides pour « l'emporter », dans ce cas là.

Hare sur les brisures de moral

Et c'est tout de suite que je dis non : non à ceux qui opposeront des orientations syndicales à l'unité du mouvement étudiant (mais ils opposent déjà, d'ailleurs). Il y a ceux qui croient que l'Unef est un pôle radical vis à vis de l'Unef-Id,

une organisation qui (bouh la vilaine) cogèrerait la pénurie. Il y a ceux qui n'y croient plus (Youhou, Limoges ?). Et puis il y a ceux qui s'en foutent (comme moi) et qui pensent que l'orientation du syndicat, elle est décidée à la base dans les assemblées générales, les vraies. On plaisante de ce sujet et on a tort : je vais venir certaines personnes. Mais comment faire autrement : l'Unef-Id est un syndicat de transformation sociale : l'Unef-Id est un syndicat de gauche. Dixit la présidente de l'Unef-Id elle-même. L'Unef a abandonné ces deux termes il y a plus de dix ans. Or à l'intérieur de l'Unef ceux qui insistent pour que ce syndicat soit (à l'image de Sud), un syndicat radical, et donc de transformation sociale (pour les intéressés, il est possible de démontrer une subtile distinction

avec le concept de « révolution », donc si vous avez du temps à perdre n'hésitez pas) sont ceux qui ne veulent pas rejoindre l'Unef-Id. Cherchez l'erreur...

L'exemple de Sud montre qu'un discours par trop stéréotypé (ils sont vraiment étudiant, là-dedans ?) et qu'une démarche « à la recherche de la pureté révolutionnaire » est une impasse. La réalité, c'est qu'une organisation syndicale doit être tour à tour radicale ou modérée selon la situation. De toute façon, si l'on veut atteindre l'objectif qu'on s'est fixé (à savoir, démocratiser l'université), on n'a pas le choix : on doit abandonner toute démarche délégataire. Même si je choque quelqu'un, j'estime qu'il est plus important de casser l'individualisme à l'université que de faire plier Allègre sur U3M (et en plus avec les tables rondes, on doit pouvoir faire les deux...)

Non, le jour des assises, il faudra dire non à une nouvelle organisation si elle privilégie les manœuvres de couloir dites « d'appareil », aux décisions collectives. Les étudiants doivent être pleinement maîtres de leur organisation.

VOTRE AVIS NOUS INTERESSE!

Vous avez envie de vous exprimer sur la question du rassemblement du milieu étudiant, vous avez envie d'apporter une contribution, vous voulez faire partager une expérience... Vous êtes une association, une personne...

Ecrivez-nous!

www.altern.org/rcuo

Le web de Rond Comme Une Orange

dès la dernière semaine de juillet

forum - RCUO en ligne intégrale! -

GÉNIAL

A venir

Numéro spécial jeux pour août.

1 QUIZZ, DES MOTS CROISÉS ET PLEIN D'AUTRES SURPRISES À DÉGUSTER SUR LA PLAGE

SUR LE WEB OU SUR COMMANDE AU 01.42 45 84 84

Rond comme une Orange

bulletin du secteur d'organisation des Tables Rondes de l'UNEF

Directeur de la publication : Raphaël Aulas
Rédacteur en Chef : Olivier Liaigre

Où va l'UNEF ?

par l'Association Générale des Etudiants de Rouen-UNEF

Deux mois et demi après le 79ème Congrès de l'UNEF à Pantin, le débat sur la réunification syndicale est plus que jamais d'actualité.

L'UNEF réunie en Congrès a rejeté toute forme de réunification avec l'UNEF-ID avant tout parce que ceci est synonyme de syndicalisme institutionnel et cogestionnaire.

Pourtant, le Bureau National prend des initiatives allant clairement dans ce sens. Ainsi, après les tables rondes, l'UNEF organise à la rentrée une journée d'action commune avec l'UNEF-ID. Nous ne connaissons rien du fond et des revendications communes de cette journée. Quelles en sont les bases ? De plus, l'UNEF s'engage dans un processus plus long d'organisation

commune des Assises de décembre. Le problème ? Alors que pour l'UNEF, il s'agit d'Assises du mouvement étudiant, l'UNEF-ID quant à elle a annoncé qu'il s'agissait d'assises de la réunification et ce, sans aucun démenti du BN.

Il ne s'agit pas de refuser tout travail en commun avec l'UNEF-ID, mais il est clair que nous assistons à une unification de sommet sans aucun axe de batailles communes proposées par le BN de l'UNEF.

Nous ne tolérons pas cette remise en cause du mandat du Congrès. Avant d'être ouvert à d'autres organisations, le débat doit être avant tout celui des adhérents de notre Union Nationale sur l'avenir de notre syndicat et du syndicalisme en général.